

Le règlement du dossier agricole est essentiel au bon achèvement des négociations du GATT, mais il y a d'autres domaines qui sont importants pour l'économie du Manitoba. Par exemple, les industries de services sont essentielles à la prospérité de notre province. Les entreprises manitobaines se sont taillé une réputation enviable dans les domaines des télécommunications, des transports et des services d'ingénierie. Le GATT ne couvre pas le commerce des services, qui est pourtant le secteur du commerce international connaissant la plus forte croissance. C'est pourquoi nous participons à l'Uruguay Round et que nous tentons de négocier un accord-cadre et un ensemble de règles devant régir le commerce des services.

Les négociations ont repris en février, brisant l'impasse intervenue à la dernière Réunion ministérielle tenue à Bruxelles en décembre. Les représentants canadiens ont participé aux négociations menées à Genève et ailleurs, et j'espère que nous pourrons, dans les prochains mois, reprendre le dialogue politique de haut niveau qui est essentiel au règlement de nos différends.

Mais l'ALE a-t-il eu un impact positif sur le Manitoba? Encore une fois, oui.

Il est encore bien trop tôt pour faire une évaluation définitive de l'ALE, mais plusieurs grandes institutions et équipes d'analystes ont produit de solides données préliminaires. La Banque Royale, un cabinet international d'experts-comptables respecté et la *Canada West Foundation* ont récemment conclu que l'ALE avantage le Canada. Examinons les faits concernant les emplois et les investissements.

La Banque Royale du Canada a récemment publié une analyse approfondie des effets économiques de l'ALE. L'étude est convaincante parce qu'elle dépasse les manchettes de journaux pour analyser soigneusement les données économiques sur l'investissement. Ses auteurs concluent que le Canada reçoit des investissements et des emplois. Les faits suivants sont révélateurs.

En 1988, juste avant la mise en oeuvre de l'ALE, les sorties nettes d'investissements directs du Canada représentaient 2,5 milliards de dollars. Dans les trois premiers trimestres de 1990, les chiffres montraient une nette amélioration, les entrées nettes d'investissements étrangers directs au Canada totalisant 880 millions de dollars.

La Banque Royale en a conclu que ce renversement de plus de 3 milliards de dollars de la tendance des investissements directs des autres pays laisse croire, et je cite :

*...que les investisseurs du reste du monde jugent de plus en plus avantageux d'établir leurs activités nord-*